

Unité départementale de la Moselle  
5 rue Charles Le Payen  
CS 50551  
POLYGONE - bâtiment GH  
57036 Metz

Metz, le 21/03/2025

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/02/2025

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SPECILOR SAS**

9 rue de la châtaigne  
ZAC du Malambas  
57280 Hauconcourt

Références : HAUCONCOURT\_SPECILOR\_2025-03-10\_RAPVI\_RPL\_01203  
Code AIOT : 0100062604

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/02/2025 dans l'établissement SPECILOR SAS implanté 9 rue de la châtaigne ZAC du Malambas 57280 HAUCONCOURT. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite a eu lieu dans le cadre du programme pluriannuel de contrôle (PPC) et visait essentiellement les points relevés comme non conformes lors du contrôle périodique du 25/07/2024.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SPECILOR SAS
- 9 rue de la chataigne ZAC du Malambas 57280 HAUCONCOURT
- Code AIOT : 0100062604
- Régime : Déclaration avec controle
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SPECILOR exploite une installation de stockage de pétrole liquéfié en récipients à pression transportables et une installation de distribution de carburant.

Elle a déclaré ses activités le 2 juin 2017 au titre des rubriques 1435-2 (station service) et 4718-2 (Gaz inflammables liquéfiés de catégorie 1 et 2), maintenant 4718-1-b compte tenu de la modification de quantités déclarée le 06/08/2018.

L'activité du site est notamment réglementée par les arrêtés ministériels :

- du 23 août 2005 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 4718 de la nomenclature des installations classées ;
- du 15 avril 2010 relatif aux prescriptions générales applicables aux stations-service soumises à déclaration sous la rubrique n° 1435 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- du 18 avril 2008 modifié relatif aux réservoirs enterrés de liquides inflammables ou combustibles et à leurs équipements annexes exploités au sein d'une installation classée soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration au titre de l'une ou plusieurs des rubriques n° 1436, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747 ou 4748.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à

Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                | Référence réglementaire                                                 | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup> | Proposition de délais |
|----|----------------------------------|-------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------|
| 4  | Contrôle des détecteurs de fuite | Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 4.10 de l'annexe I            | Demande d'action corrective                                                                                                | 1 mois                |
| 5  | Etat des flexibles               | Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 4.9.3 de l'annexe I (partiel) | Demande d'action corrective                                                                                                | 1 mois                |

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                 | Référence réglementaire                                                 | Autre information |
|----|-----------------------------------|-------------------------------------------------------------------------|-------------------|
| 1  | Contrôle périodique               | Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 1.1.2 de l'annexe I (partiel) | Sans objet        |
| 2  | Moyens d'extinction               | Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 4.2 de l'annexe I (partiel)   | Sans objet        |
| 3  | Suivi des points bas              | Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 4.10 de l'annexe I            | Sans objet        |
| 6  | nettoyage du décanteur séparateur | Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 5.10 de l'annexe I (partiel)  | Sans objet        |
| 7  | Suivi des                         | Arrêté Ministériel du 15/04/2010,                                       | Sans objet        |

| N° | Point de contrôle         | Référence réglementaire                                     | Autre information |
|----|---------------------------|-------------------------------------------------------------|-------------------|
|    | déchets                   | article 7.2 de l'annexe I                                   |                   |
| 8  | Installations électriques | Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 2.7 de l'annexe I | Sans objet        |

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées (l'inspection) a constaté trois non-conformités (défaut de contrôle des détecteurs de fuite, dépassement de validité d'un flexible, absence de dispositif anti-frottement) pour lesquelles il est demandé à l'exploitant de justifier à l'inspection les actions correctives de mise en conformité, sous un mois.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Contrôle périodique

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 1.1.2 de l'annexe I (partiel)                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
| <b>Thème(s) :</b> Autre, Contrôle périodique                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>L'installation est soumise à des contrôles périodiques par des organismes agréés dans les conditions définies par les articles R. 512-55 à R. 512-60 du code de l'environnement. Ces contrôles ont pour objet de vérifier la conformité de l'installation aux prescriptions repérées dans la présente annexe par le terme : "objet du contrôle", éventuellement modifiées par arrêté préfectoral, lorsqu'elles lui sont applicables.<br>[...]<br>L'exploitant conserve le rapport de visite que l'organisme agréé lui adresse dans le dossier installations classées prévu au point 1.4.<br>[...]<br><br><b>Constats :</b><br><br>Vu les contrôles périodiques réalisés par la société agréée "Bureau Veritas" le 03/06/2019 et le 25/07/2024 pour les rubriques 1435 (station service) et 4718 (stockage de gaz), l'inspection ne relève pas de non-conformité pour la prescription contrôlée.<br><br><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite |

#### N° 2 : Moyens d'extinction

|                                                                                                                                                                                                  |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 4.2 de l'annexe I (partiel)                                                                                           |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens d'extinction                                                                                                                                       |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>D'une façon générale, l'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et au moins protégée comme suit :<br>[...]<br> |

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <ul style="list-style-type: none"> <li>pour le tableau électrique, d'un extincteur à gaz carbonique (2 kilogrammes)</li> </ul> <p>[...]</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite, l'inspection a constaté l'absence d'extincteur à CO2 pour l'armoire électrique de la station de distribution de carburant, ce qui constitue une non-conformité.</p> <p>L'exploitant a présenté l'extincteur à gaz carbonique (2 kilogrammes) livré, destiné à l'armoire électrique de la station service : celui-ci n'était cependant pas mis en place lors de la visite.</p> <p>Suite à la visite, l'exploitant a justifié, par courriel du 26/02/2025, l'installation de l'extincteur et de la signalétique associée.</p> |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |

#### N° 3 : Suivi des points bas

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 4.10 de l'annexe I</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| <p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Suivi des points bas</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les réservoirs de liquides associés aux appareils de distribution, qu'ils soient classés ou non, sont installés et exploités conformément aux règles applicables aux installations classées au titre de « l'une ou plusieurs des rubriques nos 1436, 4330, 4331, 4722 ou 4734 » de la nomenclature des installations classées.</p> <p><u>Article connexe</u></p> <p><b>Article 14 (partiel) de l'arrêté ministériel du 18/04/2008 susmentionné.</b></p> <p>[...] Un contrôle de l'absence de liquide est réalisé hebdomadairement au point bas précité. Un suivi formalisé de ces contrôles est réalisé et tenu à disposition de l'inspection des installations classées et de l'organisme de contrôle périodique.</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite, l'exploitant a présenté un tableau de suivi hebdomadaire des points bas : l'inspection ne relève pas de non-conformité pour la prescription contrôlée.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |

#### N° 4 : Contrôle des détecteurs de fuite

|                                                                                                      |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 4.10 de l'annexe I</p> |
| <p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contrôle des détecteurs de fuite</p>                       |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p>                                                               |

Les réservoirs de liquides associés aux appareils de distribution, qu'ils soient classés ou non, sont installés et exploités conformément aux règles applicables aux installations classées au titre de « l'une ou plusieurs des rubriques nos 1436, 4330, 4331, 4722 ou 4734 » de la nomenclature des installations classées.

#### Article connexe

#### **Article 15 (partiel) de l'arrêté ministériel du 18/04/2008 susmentionné.**

[...] Le système de détection de fuite est contrôlé et testé par un organisme "accrédité" conformément aux dispositions décrites à l'article 8 du présent arrêté, dès son installation puis tous les cinq ans. Le résultat du dernier contrôle ainsi que sa durée de validité sont affichés près de la bouche de dépotage du réservoir.[...]

#### **Constats :**

L'inspection constate que le dernier contrôle des détecteurs de fuite a eu lieu le 31/05/2019.

Lors de la visite, l'exploitant n'a pas été en mesure de justifier la réalisation d'un contrôle depuis cette date, ce qui constitue une non-conformité.

Suite à la visite, l'exploitant a transmis, par courriel du 26/02/2025, un justificatif de commande à un prestataire pour le contrôle des détecteurs de fuite, sans pouvoir préciser la date d'intervention.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Compte tenu des éléments transmis par l'exploitant, l'inspection ne propose pas de mise en demeure à ce stade mais demande à l'exploitant de justifier, sous un mois, le contrôle des détecteurs de fuite.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 mois

#### **N° 5 : Etat des flexibles**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 4.9.3 de l'annexe I (partiel)

**Thème(s) :** Risques accidentels, Flexibles

#### **Prescription contrôlée :**

Les flexibles de distribution sont conformes à la norme NF EN 1360 de novembre 2005 (pour l'aviation, les flexibles sont conformes aux dispositions prévues dans la norme spécifique en vigueur). Les flexibles sont entretenus en bon état de fonctionnement et remplacés au plus tard six ans après leur date de fabrication.[...]

Un dispositif approprié empêche que le flexible ne subisse une usure due à un contact répété

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| avec le sol. Le flexible est changé après toute dégradation.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite, l'inspection a constaté que :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• les flexibles ont été remplacés par des flexibles récents, sauf un, daté d'octobre 2018 et en dépassement de validité ;</li> <li>• un des postes de distribution de carburant, dédié à la distribution de gazole non routier (GNR), ne dispose pas d'un dispositif empêchant le frottement du flexible au sol : le poste concerné est cependant doté d'un flexible neuf, ce qui diminue le risque.</li> </ul> <p>Suite à la visite, l'exploitant a transmis, par courriel du 26/02/2025, la justification de commande à un prestataire pour le remplacement du dernier flexible non conforme.</p> <p>L'exploitant s'est engagé à mettre en place le dispositif anti-frottement dans les meilleurs délais.</p> |
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Compte tenu des actions et engagements de l'exploitant, l'inspection ne propose pas de mise en demeure à ce stade mais demande à l'exploitant de lui transmettre le justificatif de remplacement du dernier flexible non conforme et de mise en œuvre du dispositif anti-frottement, sous un mois.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| <b>Proposition de délais :</b> 1 mois                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |

#### N° 6 : nettoyage du décanteur séparateur

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 5.10 de l'annexe I (partiel)                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, nettoyage du décanteur séparateur                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...]</p> <p>Le décanteur-séparateur est nettoyé par une entité habilitée aussi souvent que cela est nécessaire et dans tous les cas au moins une fois par an. Ce nettoyage consiste en la vidange des hydrocarbures et des boues ainsi qu'en la vérification du bon fonctionnement de l'obturateur. L'entité habilitée fournit la preuve de la destruction ou du retraitement des déchets rejetés. Les fiches de suivi de nettoyage du décanteur-séparateur d'hydrocarbures [...] sont tenues à disposition de l'inspection des installations classées et de l'organisme de contrôles périodiques.</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Vu les justificatifs de nettoyage des trois décanteurs-séparateurs du site et d'acheminement en centre autorisé, établis par la société Malézieux pour les interventions du 11/04/2024 et du 04/10/2024, l'inspection ne relève pas de non-conformité sur ce point.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |

|                                       |
|---------------------------------------|
| Type de suites proposées : Sans suite |
|---------------------------------------|

#### N° 7 : Suivi des déchets

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 7.2 de l'annexe I                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| Thème(s) : Risques chroniques, Déchets                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant est tenu aux obligations de registre, de déclaration d'élimination de déchets et de bordereau de suivi dans les conditions fixées par la réglementation.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Vu :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>le registre de suivi des déchets sortants présenté par l'exploitant (contrôle par sondage sur la période de mars à décembre 2024), comprenant tous les éléments prescrits ;</li> <li>le bordereau de suivi des déchets dangereux issus du dernier nettoyage (le 04/10/2024) du décanteur séparateur de la station de distribution de carburant, extrait de l'application Trackdéchets.</li> </ul> <p>L'inspection ne relève pas de non-conformité sur ce point.</p> |
| Type de suites proposées : Sans suite                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |

#### N° 8 : Installations électriques

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 2.7 de l'annexe I                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées.</p> <p>[...]</p>                                                                                                                                                                           |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Vu :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>les rapports de vérification des installations électriques du 07/10/2024 et du 24/01/2025, établis par la société "Bureau Veritas"</li> <li>le compte rendu de vérification périodique Q18 du 24/01/2025, établi par la société "Bureau Veritas", concluant à l'absence de risques d'incendie et d'explosion.</li> </ul> <p>L'inspection ne relève pas de non-conformité sur ce point.</p> |
| Type de suites proposées : Sans suite                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |